



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 22 juillet 2009 (27.07)
(OR en/cs)**

12002/09

COPEN 135

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Mme Milena Vicenová, Représentant permanent, Représentation permanente de la République tchèque auprès de l'Union européenne
date de réception:	17 juin 2009
Destinataire:	M. Ivan BIZJAK, Directeur général, Direction générale H (Justice et affaires intérieures) du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation - Lettre de notification de la République tchèque

Monsieur le directeur général,

conformément aux dispositions de l'article 22, paragraphe 2, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation (publiée au Journal officiel de l'UE, JO L 328 du 24.11.2006, p. 59), je me permets de vous communiquer le texte des dispositions juridiques modifiées de la République tchèque adoptées aux fins de la transposition complète de la décision-cadre visée en objet.

Les dispositions de la décision-cadre ont été transposées dans la loi n° 141/1961 (code de procédure pénale), dans sa version modifiée, et dans la loi n° 219/2000 relative au patrimoine de la République tchèque et son rôle dans les relations juridiques, dans sa version modifiée. La loi 457/2008, qui a transposé la décision-cadre dans la législation susmentionnée de la République tchèque, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

La République tchèque a transposé la décision-cadre dans son intégralité.

Veillez trouver ci-joint des informations plus précises sur les dispositions nationales adoptées, sous la forme d'un tableau de correspondance indiquant les dispositions pertinentes de la législation qui transpose la décision-cadre. Nous joignons également la section 10 pertinente de la loi 457/2008.

La personne de contact à consulter pour les questions techniques relatives à la législation adoptée est:

Mme Kateřina Gauthierová
Département pénal international
Ministère de la justice de la République tchèque
Tél.: +420 221 997 630
email: KGauthierova@msp.justice.cz
langue de travail: français

Veillez trouver aux annexes 2 et 3 la notification de la République tchèque et son annexe transmise en application de l'article 3, paragraphe 1, et déterminant les autorités compétentes si la République tchèque est l'État d'émission ou l'État d'exécution en application de la décision-cadre.

Veillez enfin trouver à l'annexe 4 la déclaration de la République tchèque en application de l'article 7, paragraphe 5, de la décision-cadre, aux termes de laquelle les autorités compétentes de la République tchèque ne reconnaissent ni n'exécutent des décisions de confiscation lorsque la confiscation des biens a été rendue en vertu des dispositions relatives aux pouvoirs de confiscation élargis visées à l'article 2, point d) iv), dans le cas où le mode de confiscation indiqué dans la décision de confiscation n'est pas possible en République tchèque au regard de son ordre juridique national.

(formule de politesse)

Annexe 4x

Notification de la République tchèque concernant l'article 3, paragraphe 1, de la décision-cadre 2006/783/JAI du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

Conformément à l'article 3, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, la République tchèque déclare que les autorités compétentes

1/ sont, lorsque la République tchèque est l'État d'émission:

- les cours supérieures, les tribunaux régionaux, les tribunaux de district et les tribunaux d'arrondissement localement compétents, le tribunal municipal de Prague, le tribunal municipal de Brno et la Cour suprême de la République tchèque;
- l'office représentant l'État en matière de patrimoine.

2/ sont, lorsque la République tchèque est l'État d'exécution:

- les cours supérieures et les tribunaux régionaux localement compétents et le tribunal municipal de Prague;
- l'office représentant l'État en matière de patrimoine.

Les autorités compétentes pour recevoir les décisions accompagnées d'un certificat d'un autre État membre sont les tribunaux régionaux localement compétents et le tribunal municipal de Prague. Ces autorités peuvent être contactées aux adresses qui figurent à l'annexe 3.

3/ L'autorité compétente pour assister les autorités compétentes est le ministère de la justice de la République tchèque qui peut être contacté à l'adresse qui figure à l'annexe 3.

4/ L'autorité compétente pour conclure un accord avec un autre État membre sur le transfert des biens confisqués ou saisis sur la base d'une décision de confiscation ou de saisie (article 16, paragraphe 4, de la décision-cadre) est pour la République tchèque le ministère des finances de la République tchèque, qui peut être contacté à l'adresse qui figure à l'annexe 3.

Annexe à la notification de la République tchèque concernant l'article 3, paragraphe 1, de la décision-cadre 2006/783/JAI du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

A/ Les tribunaux régionaux localement compétents et le tribunal municipal de Prague peuvent être contactés aux adresses suivantes:

1. Městský soud v Praze

(Tribunal municipal de Prague)

Spálená 2

112 16 Praha 1

Tél.: +420 221 931 111

Fax: +420 224 947 490

Courriel: slezska@msoud.pha.justice.cz

2. Krajský soud v Brně

Tribunal régional de Brno

Rooseveltova 16

601 95 Brno

IČ 215 724

Tél.: +420 542 101 111

Fax: +420 542 103 362

Courriel: podatelna@ksoud.brn.justice.cz

3. Krajský soud

Tribunal régional

Nám. Kinských 5

150 75 PRAHA 5

Tél.: +420 257 005 111

Fax: +420 257 321 528

Courriel: podatelna@ksoud.pha.justice.cz

4. Krajský soud v Ústí nad Labem

(Tribunal régional de Ústí nad Labem)

Národního odboje 1274

400 92 Ústí nad Labem

Tél.: +420 475 247 111

Fax: +420 475 247 369

Courriel: podatelna@ksoud.unl.justice.cz

5. Krajský soud Ostrava

(Tribunal régional de Ostrava)

Havlíčkovo nábřeží 34

728 81 OSTRAVA

Tél.: +420 596 153 111

Fax: +420 569 120 981

Courriel : ksostrava@ksoud.ova.justice.cz

6. Krajský soud České Budějovice

(Tribunal régional de České Budějovice)

Zátkovo nábřeží 2

370 84 České Budějovice

Tél.: +420 386 018 111

Fax: +420 386 354 309

Courriel: podatelna@ksoud.cbu.justice.cz

7. Krajský soud v Plzni

(Tribunal régional de Plzeň)

Veslavínova 40

306 17 Plzeň

Tél.: +420 377 868 888

Fax: +420 377 868 000

Courriel: epodatelna@ksoud.plz.justice.cz

8. Krajský soud v Hradci Králové

(Tribunal régional de Hradec Králové)

Československé armády 218

502 08 Hradec Králové

Tél.: +420 498 016 111

Fax: +420 495 514 021

Courriel: posta@ksoud.hrk.justice.cz

B/ Le ministère de la justice de la République tchèque peut être contacté à l'adresse suivante:

Ministerstvo spravedlnosti

(Ministère de la justice)

mezinárodní odbor trestní

Département pénal international

Vyšehradská 16

128 10 Praha 2

Tél.: +420 221 997 925

Fax.: + 420 221 997 986

Courriel: om@msp.justice.cz

B/ Le ministère des finances de la République tchèque peut être contacté à l'adresse suivante:

Ministerstvo financí

(Ministère des finances)

Letenská 15

118 10 Praha 1

Tél.: +420 257 041 111

Fax.: + 420 257 042 788

Courriel: podatelna@mfcf.cz

Déclaration de la République tchèque conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la décision-cadre 2006/783/JAI du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, la République tchèque déclare que les autorités compétentes de la République tchèque ne reconnaissent ni n'exécutent des décisions de confiscation lorsque la confiscation des biens a été rendue en vertu des dispositions relatives aux pouvoirs de confiscation élargis visées à l'article 2, point d) iv), dans le cas où le mode de confiscation indiqué dans la décision de confiscation n'est pas possible en République tchèque au regard de son ordre juridique national.